



Monsieur le Directeur Académique, Mesdames et Messieurs les membres du CTSD du Gard,

En préambule de sa déclaration liminaire, l'UNSA Éducation souhaite saluer les progrès qui ont marqué la préparation de cette rentrée 2018. La tenue d'un groupe de travail dans le premier degré (même s'il faut encore en faire évoluer les contours), la mise à disposition de documents supplémentaires pour le second degré (constat de structures et d'effectifs) sont autant d'indicateurs positifs. Si cela n'implique pas que nous sommes d'accord avec les choix de la DSDEN et du rectorat, cela marque en revanche une amélioration du dialogue social dans notre département.

Avant d'aborder plus en détail sur la situation du premier et du second degré, **un constat s'impose** : la dotation académique que nous avons reçue est insuffisante pour couvrir l'augmentation des effectifs et les différentes commandes du gouvernement. Il y a bien loin en effet, entre les paroles et les actes.

Voici pour étayer notre propos, un extrait du discours d'Emmanuel Macron devant le Sénat il y a moins de 6 mois, le 17 juillet 2017 (je cite) : "***En matière d'école et de santé, je ne souhaite pas qu'on revienne en arrière. Les territoires, en particulier les plus ruraux, ne peuvent plus être la variable d'ajustement d'économies. C'est pourquoi, il n'y aura plus de fermetures de classes dans les écoles primaires***". Ces mots du président à la 23^{ème} minute de son discours lui valent une ovation de la part des élus des territoires en présence de Jean-Michel BLANQUER. La réalité que nous vivons est tout autre !

Pour le premier degré, Monsieur le directeur académique, **nous sommes très inquiets**. Nous ne voyons pas comment vous allez poursuivre les dédoublements des CP/CE1 avec les moyens que vous donne le ministère sans fermer des classes.

Si nous ne pouvons qu'être favorables à un développement de dispositifs adaptés dans l'éducation prioritaire pour une meilleure maîtrise des fondamentaux, il ne faut pas que cela se fasse au détriment des autres écoles, pour répondre à la demande d'un gouvernement qui ne donne pas les moyens nécessaires à un fonctionnement correct de toutes les écoles.

Ainsi, nous regrettons que les efforts entrepris par le précédent gouvernement en termes de création de postes, n'aient pas été poursuivis. Cela aurait enfin permis d'**abaisser ces fameux seuils d'ouverture indicatifs** mais aussi de renforcer les **moyens de remplacement** et la **formation des enseignants** ... De la même manière, trop d'enfants manquent de places en **ULIS collège** à l'issue de l'ULIS école ;

Enfin, si nous saluons la création d'un poste supplémentaire d'enseignant référent, nous regrettons que notre demande de **création d'un poste de Psychologue de l'Éducation Nationale** ne fasse pas partie de vos propositions. Nous en aurions bien besoin. Depuis plusieurs années, faute de personnels en nombre suffisant, on demande à ceux des autres secteurs de prendre en charge les dossiers en retard.

Cette **situation est intolérable** tant elle impacte les conditions de travail de tous et plus largement, la prise en charge des élèves en situation de handicap, en grande difficulté ou en situation de fragilité psychologique. Cette situation a également des conséquences pour les enseignants qui se doivent d'accueillir, du mieux qu'ils le peuvent, ces enfants au sein de leur classe, sans pouvoir bénéficier des aides, du soutien dont ils auraient besoin. C'est finalement toute l'institution scolaire qui se trouve fragilisée.

Dans le second degré, la dotation académique de 25 postes supplémentaires fléchés post bac, ne permet pas non plus de faire face à la hausse importante des effectifs attendus dans la plupart des départements de notre académie sans récupérer des moyens ailleurs.

Pour le Gard, à première vue, nous aurions une DGH en hausse de 82 heures par rapport aux prévisions de l'an passé, mais ce constat est trompeur, car si nous tenons compte des ajustements de rentrée nous perdons 139 heures. Cela contraste avec une prévision d'effectifs à la hausse avec plus de 314 élèves par rapport aux prévisions de la rentrée 2017 (253 en plus par rapport au constat de rentrée des effectifs). Si nous essayons d'esquiver une tendance générale, nous nous apercevons que plus de la moitié des collèges hors éducation prioritaire soit 21 établissements sur 41 connaissent des diminutions de moyens. Beaucoup de ces collègues perdent une poignée d'heures. Cela peut paraître insignifiant d'un point de vue statistique mais sur le terrain, cette perte de moyen même minime a un effet désastreux sur le fonctionnement des établissements. Elle complique l'organisation des services souvent au détriment des stratégies pédagogiques mises en place par les équipes. Elle provoque de vives tensions quand elle n'est pas tout simplement génératrice de compléments de service ou de suppressions de postes.

Pour d'autres collèges, les suppressions de moyens vont être aussi brutales qu'importante moins 54 heures pour Aigues-Mortes et Bernard de Ventadour, moins 53 heures pour Anduze. Les prévisions d'effectifs par classe peuvent donner une explication mathématique à ces impressionnantes baisses de dotation. Néanmoins, il est difficile d'expliquer aux personnels qu'ils vont subir une suppression de classe, parce qu'il manque un ou deux élèves sur un niveau. Cette décision est encore plus difficile à comprendre, quand c'est la seconde classe qui va être fermée et qu'il faudra la rouvrir l'an d'après. Le traitement qu'on réserve à ces établissements qui ont déjà des difficultés pour maintenir leurs effectifs, ne va pas améliorer leur attractivité mais risque à termes de remettre en cause le bon fonctionnement des équipes pédagogiques, avec le départ de personnels en carte scolaire, et le risque que les familles se tournent vers le privé.

Enfin, concernant la nouvelle carte scolaire de Nîmes, nous reconnaissons que de réels efforts ont été faits notamment sur la dotation de Jean Rostand à titre transitoire (c'était une demande de l'UNSA Éducation). Le passage en REP de Capouchiné est aussi une bonne surprise. Notre seul regret concerne le collège Jules Verne. Celui-ci prend 5 divisions avec 511 élèves mais ne bénéficie pas de la dotation académique qu'il devrait avoir en tant que futur REP+. Sa dotation académique baisse même de 10 heures pour se retrouver au niveau de la dotation d'un établissement REP. C'est le plus mal doté des REP+ à population scolaire égale ou légèrement inférieure.

En conclusion, si nous reconnaissons certains aspects positifs, nous considérons que l'Éducation doit faire l'objet d'un engagement financier massif pour réaliser les transformations sociétales voulues par tous. Malheureusement, les choix faits par le gouvernement lors du budget 2018 ne répondent pas à cet enjeu de société. Nous en voyons les conséquences dans notre département.

L'étude au cas par cas des situations que nous allons vous soumettre pour le 1^{er} comme le 2nd degré, devrait vous confirmer notre perception.

Mesdames et Messieurs, je vous remercie de votre attention.

Les représentants des personnels de l'UNSA Education élus en CTSD du Gard.